



---

**REPONSE DU CCBE A LA CONSULTATION DE LA *SOLICITORS  
REGULATION AUTHORITY* CONCERNANT  
LA MODIFICATION DES REGLES N° 3 (CONFLIT D'INTERETS) ET N°4  
(DEVOIR DE CONFIDENTIALITE) DU CODE DE CONDUITE DES  
SOLICITORS (2007)**

---

---

## Réponse du CCBE à la consultation de la *Solicitors Regulation Authority* (SRA) concernant la modification des règles n° 3 (conflit d'intérêts) et n°4 (devoir de confidentialité) du Code de Conduite des Solicitors (2007)

---

Le Conseil des barreaux européens (CCBE) représente plus de 700 000 avocats européens à travers ses barreaux membres de l'Union européenne et de l'Espace économique européen. En plus de ses barreaux membres de l'UE, il compte des représentants associés et observateurs des barreaux de dix autres pays européens. Le CCBE se manifeste régulièrement au nom de ses membres sur des questions de politique affectant les citoyens et les avocats européens.

Voici la réponse du CCBE à la consultation de la *Solicitors Regulation Authority* (SRA) concernant la modification des règles n° 3 (conflit d'intérêts) et n°4 (devoir de confidentialité) du Code de Conduite des Solicitors (2007)<sup>1</sup>.

\*  
\*\*

### **a) Sur l'amendement proposé à la règle n° 3 concernant le conflit d'intérêts**

#### **\* Question 1 :**

Il importe d'examiner les éventuels bénéfices et risques que génère la proposition d'amendement :

- pour le client,
- pour la firme d'avocats,
- pour la profession d'avocat,
- pour l'Europe.

#### Sur l'intérêt du client

Il est suggéré dans le document de consultation que les clients souhaitent cette réforme et qu'elle leur serait bénéfique. Or, c'est une conception erronée de la relation entre les avocats et leurs clients.

En premier lieu, le principe sur lequel se fonde la profession d'avocat est l'indépendance, nécessaire également à l'égard du client. Un client ne peut obliger un avocat à agir contrairement à sa déontologie et à sa conscience.

Par ailleurs, le strict intérêt du client sollicitant un avocat est d'obtenir la meilleure qualité de conseil et de défense. C'est le principe de la confiance. Or, si l'avocat est soumis à des intérêts différents, il sera contraint de les hiérarchiser et donc de favoriser l'un de ses clients aux dépens des autres.

Quel sera le critère de choix ?

Il est possible que ce soit la nature et le montant des revenus qu'apportent un client par rapport à un autre. Jamais, dans la consultation envisagée, il n'est question de la solution du conflit d'intérêts lorsque celui-ci devient tellement exacerbé que le même cabinet ne peut le supporter. Or, le cabinet fera le choix d'un client.

Ne lèse-t-il pas alors l'intérêt de l'autre client et de façon plus importante que s'il avait refusé, dès l'origine, d'occuper pour les deux ayant des intérêts opposés ou potentiellement opposés ?

---

<sup>1</sup> A la demande de la Law Society of England and Wales, la délégation du Royaume Uni se déclare officiellement contre la position du CCBE. Ceci est motivé par le principe que le CCBE ne doit pas s'ingérer dans les affaires nationales, sauf s'il y a été invité par la délégation nationale concernée. Les autres membres de la délégation du Royaume Uni réservent leur position quant au fond.

En effet, si la règle est modifiée dans le sens de son assouplissement, le second client va être contraint de s'adresser à un autre cabinet alors même que le temps est passé et que le cabinet originellement saisi a prospéré, par le montant des honoraires perçus.

Le second client aura plus de difficultés à informer le nouveau cabinet. Cela lui coûtera davantage (honoraires de l'ancien cabinet et honoraires du nouveau cabinet).

L'intérêt à long terme du client est de voir tout conflit d'intérêts réglé immédiatement. Il convient de protéger les clients par des règles strictes de conflit d'intérêts et non de prendre en considération l'intérêt à court terme d'un client en particulier.

La règle du conflit d'intérêts, application du principe de confiance, vise à protéger l'intérêt de tous les clients et l'intérêt général.

Enfin, l'objectif de cette proposition, formulée par la CLLS, est de favoriser quelques firmes de sollicitors parmi les plus grandes, opérant dans un contexte international. Il s'agit donc de conforter une situation d'oligopole.

Cette situation se cumule avec une spécialisation poussée dans un champ juridique.

Dès lors, l'assouplissement de la règle du conflit d'intérêts permettrait à ces quelques firmes de sollicitors de concentrer tous les clients, y compris ceux ayant des intérêts opposés, dans quelques cabinets en faisant travailler des équipes différentes.

La situation d'oligopole serait donc renforcée, empêchant l'entrée en tant qu'acteurs, dans leurs champs d'activités spécialisés, de nouvelles firmes de sollicitors ou la mobilité de clients avec lesquels les conflits d'intérêts existent vers d'autres firmes. Une telle restriction de l'offre de service serait contraire à l'intérêt des demandeurs de droit car elle aboutit à un resserrement de l'offre de droit.

Ainsi, si l'intérêt immédiat de certains clients peut être satisfait, leur intérêt à long terme est menacé.

Or, toute situation d'oligopole conduit nécessairement à une augmentation du prix de la prestation et, parfois, à une baisse de la qualité.

Enfin, le client qui souhaiterait engager la responsabilité de son conseil du fait d'un manquement à l'obligation de conseil en présence d'un conflit d'intérêts exacerbé, ne pourra s'adresser aux autres cabinets qui auront exactement les mêmes pratiques.

A terme, cela abaissera le niveau de responsabilité déontologique des firmes.

### Sur l'intérêt des firmes

Le risque de leur responsabilité a été évoqué par la SRA et la Law Society. Toutefois, la Law Society estime que le cabinet est le mieux placé pour juger du conflit d'intérêts.

Il s'agit, en fait, selon l'expression de l'économiste américain James Buchman – prix Nobel d'économie – de confier "au renard la garde du poulailler".

C'est en effet le cabinet d'avocats qui devra décider de son auto-disqualification. Or, cela présuppose la capacité du cabinet à persuader l'un des ses associés à renoncer à son client et à gérer les conflits engendrés par une éventuelle épreuve de force entre associés.

Ces conflits vont se multiplier du fait de la tendance à la concentration, la spécialisation. Les associés se considèrent comme des égaux. Il conviendra alors de mettre en place un régime de contrôle supplémentaire du conflit d'intérêts et d'imposer à un associé un comportement déontologique comme l'auto-disqualification.

Nécessairement, le conflit remontera jusqu'à un comité chargé de gérer les conflits. Celui-ci aura alors, en sa possession, la totalité de l'information concernant les deux clients pour pouvoir gérer le conflit, ce qui conduit à s'interroger concernant l'efficacité des "Chinese Walls". De surcroît, cela risque de conduire à l'éclatement de cabinets du fait de l'intensité du conflit alors même de l'amendement devait permettre de l'éviter.

### Sur l'intérêt de la profession

Les amendements proposés par la CLLS sont conçus pour l'intérêt exclusif d'un tout petit nombre de firmes de sollicitors. Il s'agit d'un exercice minoritaire dans la profession, d'un particularisme centré sur Londres.

Ainsi, une minorité de firmes de sollicitors, certes parmi les plus importantes, imposerait une modification d'une règle admise par l'ensemble des réglementations au détriment de la majorité.

Ainsi que rappelé précédemment, la construction de la confiance du public, au niveau d'une profession en son ensemble, est lente et complexe. La confiance est nécessairement, déjà, atteinte par la concentration et la logique du marché. Cette confiance ne peut être maintenue que par l'existence de la plus-value déontologique.

La construction sociale de la confiance en la profession d'avocat, si centrale dans ce type de marché de l'économie de la singularité, ne peut – pour des raisons propres à une minorité de firmes de sollicitors – être atteinte au détriment de la grande majorité.

Il faut prendre garde de ne pas fragiliser les "marqueurs" essentiels de notre identité et de notre crédit professionnel que sont l'indépendance et la confiance.

### Sur l'intérêt de l'Europe

L'Europe, dont l'objectif est la protection générale, des intérêts des consommateurs et justiciables ne doit pas abaisser le haut niveau de protection conféré par les règles déontologiques actuelles.

Les impératifs déontologiques permettent de desserrer l'étau du marché.

Le nouveau modèle de régulation, négocié entre la profession et chaque Etat-membre, doit fournir de nouvelles garanties de la prestation juridique au profit du client et de l'intérêt général et non abaisser les règles déontologiques ou les modifier alors même qu'il a été démontré par la crise financière que la "dérégulation", la confusion et l'opacité ont conduit à la crise et ont contribué à miner la confiance dans les acteurs de l'économie, de la finance et des services.

L'assouplissement des règles du conflit d'intérêts pourrait aller à contre-courant de la nécessaire restauration de la confiance là où elle a été entamée.

Enfin, les propositions étant adoptées, cette modification d'une règle déontologique essentielle pourrait conduire à entraver la création d'un Code Européen de Déontologie sous l'égide du CCBE qui constitue, au moment de la mondialisation des services juridiques, de la liberté de circulation des services, une réelle demande des clients et une nécessaire harmonisation de l'Europe des avocats.

\* **Les deuxième, troisième et quatrième questions** concernent également les risques de cet amendement en considérant que celui-ci doit s'appliquer aux "sophisticated clients"

Il s'agit donc, dans l'amendement maintenant adopté, de faire la distinction entre les activités (contentieux et conseil) et entre les clients.

*Concernant la distinction entre les activités*, celle-ci est toujours néfaste car elle divise la profession qui doit être unie.

*Concernant la création de catégories de clients*, on sait que tous les clients ne sont pas égaux dans l'information. Toutefois, l'obligation d'information de l'avocat doit être valable envers tous ses clients et sans différenciation et il ne peut y avoir de distinction entre les catégories de clients pour l'application d'une déontologie comme il ne peut y avoir de déontologie différente selon les cabinets.

La réflexion de la SRA pourrait être rapprochée de la Communication de la Commission datée du 5 septembre 2005 relative au "suivi du rapport sur la concurrence dans le secteur des professions libérales".

Partant du constat développé dans sa première Communication du 17 février 2004 que certaines règles applicables dans le secteur des professions libérales risquaient de restreindre la concurrence entre les prestataires de services au détriment des consommateurs (point n° 7 de la Communication

### **Conseil des barreaux européens – Council of Bars and Law Societies of Europe**

*association internationale sans but lucratif*

Avenue de la Joyeuse Entrée 1-5 – B 1040 Brussels – Belgium – Tel.+32 (0)2 234 65 10 – Fax.+32 (0)2 234 65 11/12 – E-mail ccbe@ccbe.eu – www.ccbe.eu

04.09.2009

de 2005), la Commission a jugé nécessaire d'examiner et de supprimer les restrictions non justifiées (point n° 8).

Selon la Commission, une meilleure réglementation des services juridiques passe par une meilleure "définition de l'intérêt général" sur chacun des marchés pertinents, dont celui des services juridiques.

Sa principale conclusion (point n° 13) est que "les utilisateurs occasionnels, généralement des particuliers et les ménages, peuvent avoir besoin d'une protection mieux ciblée" (une réglementation plus restrictive serait donc justifiée). En revanche, "les principaux utilisateurs des services professionnels - les entreprises et le secteur public – peuvent davantage se passer de protection réglementaire car ils seraient mieux à même de choisir les fournisseurs répondant à leurs besoins".

Le CCBE a établi des "commentaires sur le suivi du rapport de la Commission sur la concurrence dans le secteur des professions libérales", commentaires ayant été approuvés à l'unanimité par les Délégations lors la session plénière du CCBE du 19 novembre 2005.

Le CCBE souhaitait remettre en question l'affirmation de la Commission selon laquelle les entreprises et le secteur public constituaient les principaux utilisateurs des services juridiques dans tous les Etats membres européens.

Le CCBE s'est opposé à la conclusion de la Commission à ce sujet. Il a noté que la distinction faite en vue de définir les besoins en termes de réglementation se base uniquement sur les compétences dont dispose le client pour choisir un prestataire comme si cela constituait une base pour une meilleure ou moindre protection du client.

Or, la réglementation des services existe non pas à cause de la soi-disant sophistication des personnes y recourant, mais en vue de protéger le grand public dans une société démocratique et ouverte.

En d'autres termes, les avocats font l'objet d'une réglementation dans l'intérêt général.

"Dans les récents scandales financiers qui ont secoué le monde des affaires américains (Enron, Worldcom), les utilisateurs de services des professions libérales pouvait s'être montrés des utilisateurs fréquents très sophistiqués, mais les victimes des crimes commis étaient des gens ordinaires comme des actionnaires, des employés, des pensionnés, souvent par milliers. Ces victimes ont essuyé de lourdes pertes financières qui ont ruiné leur vie. Les avocats dans les affaires commerciales importantes ne sont pas réglementés de manière à protéger les directeurs d'entreprises sophistiquées qui les emploient (bien qu'ils en aient également besoin) mais dans l'intérêt général, ce qui inclut les personnes susceptibles d'avoir un intérêt direct ou indirect dans l'issue de la transaction, même s'ils ne constituent pas des clients en soi."

Le CCBE a constaté, avec regret, que l'approche actuelle de la Commission ne reflétait pas cette même inquiétude.

(voir [commentaires du CCBE sur le suivi du rapport de la Commission sur la concurrence dans le secteur des professions libérales](#))

Le CCBE a donc, dans une position adoptée il y a moins de quatre ans, rejeté la notion de "sophisticated clients".

#### \* **Question 8 :**

Enfin, puisque cet amendement est adopté, il devrait s'appliquer uniquement aux firmes de sollicitors anglais et gallois exerçant dans le pays et ne pourrait donc être "exporté" lorsque ces firmes exercent dans les autres pays, sauf réglementation comparable.

#### **b) Sur l'amendement à la règle n° 4**

Le projet consiste à accepter les instructions d'un nouveau client, sans en informer l'ancien et donc sans son consentement, alors même qu'il existe un risque de conflit entre ces deux clients. Il semble être générateur de plus de risques pour le client, la firme et la profession d'avocat que d'avantages.

Cet amendement est en contradiction direct avec les intérêts d'un client. Naturellement, même le nouveau client pourra penser que, par la suite, il sera également concerné par cette règle et que, sans son consentement, on acceptera un autre client ayant des intérêts contraires et opposés aux siens.

Le principe de confiance disparaîtra à terme par le fait de l'adoption de cet amendement.

De surcroît, ce projet est uniquement fondé sur la croyance en l'efficacité des "Chinese Walls". Or, les études consacrées aux cabinets anglo-saxons ont démontré l'absence d'efficacité de ces règles pour des raisons multiples.

Le terme "Chinese Walls" est une référence aux procédures adoptées par une firme pour prévenir le partage des informations obtenues par un client avec d'autres équipes du cabinet qui agissent pour d'autres clients pour lesquels ces informations peuvent être importantes et qui pourraient, potentiellement, avoir des intérêts opposés.

Ces "Chinese Walls" ont toujours été le sujet d'un profond scepticisme. L'idée est venue, à l'origine, de la Securities and Exchange Commission qui a dispensé, dans certains cas, les sociétés multiservices de s'auto-disqualifier si elles adoptaient un "Chinese Wall" (§ b de la Règle 14 e-3 de la SEC).

Grace à cette règle, les agents de change ont le droit d'acheter ou de vendre des actions de sociétés qui sont, par ailleurs, les clients de leur propre agence, pour autant que cette dernière a mis sur pied des procédures de blocage de la communication entre services différents donnant une garantie raisonnable. Le secret professionnel et la confidentialité des informations sur ses clients seront aussi respectés, selon la SEC.

Techniquement, ce blocage de la communication doit être une interdiction formelle d'accéder aux fichiers d'un autre service dans la même agence.

Notre profession entend-elle s'assimiler aux agents de change et considère-t-elle que la confiance dont cette profession bénéficie est d'un tel niveau qu'elle peut s'assimiler à leurs pratiques ?

Par ailleurs, la profession juridique américaine a accepté sous le nom de "screening solution" (filtrage) un "Chinese Wall" dans le contexte de la mobilité des avocats.

Ainsi, lorsqu'un avocat quitte un cabinet pour en rejoindre un autre, les conflits du cabinet qu'il quitte ne le suivent pas. Le nouveau cabinet s'en protège, s'il met en place cet écran garantissant formellement que le nouveau membre ne travaillera pas sur des dossiers susceptibles de le mettre, lui et son cabinet d'accueil, en situation de conflits.

Ce "Chinese Wall" se présente sous la forme d'un contrat entre les trois parties (l'avocat, le cabinet qu'il quitte et celui qu'il intègre).

Il reste à apprécier son efficacité.

En premier lieu, la jurisprudence de la Chambre des Lords a examiné la question des "Chinese Walls and clients confidentiality" dans l'affaire "Prince Jefri Bolkiah v KPMG"<sup>2</sup> (18 décembre 1998) et a condamné ces pratiques.

En second lieu, les "Chinese Walls" peuvent-ils avoir une efficacité dès l'instant où le système de partage des profits donne plus d'importance à des critères comme la productivité, le nombre de nouveaux clients à ramener ou le nombre d'heures de travail ? Ces critères conduisent à une compétition non plus seulement entre les cabinets mais également entre les associés d'un même cabinet. Ces avocats travaillent quotidiennement dans un contexte qui les encourage à utiliser l'organisation du cabinet pour leur bénéfice personnel et à faire passer l'intérêt collectif du cabinet au second plan y compris sa réputation déontologique même si ce comportement est contre-productif à long terme.

La procédure de contrôle de l'ouverture des nouveaux dossiers et de l'admission de nouveaux clients est un autre aspect de l'organisation du travail qui ne semble pas compatible avec l'efficacité des "Chinese Walls" dans ces firmes.

---

2 Bolkiah v. KPMG [1998] UKHL 52; [1999] 2 AC 222; [1999] 1 All ER 517; [1999] 2 WLR 215 (16th December, 1998)

Les avocats sont formés à ne pas refuser du travail et à ne pas refuser une prestation juridique à un client. Les procédures officielles qui sont prévues sont parfois ignorées et le contrôle formel par les associés et par la hiérarchie est faible dès lors que les critères évoqués précédemment dominent.

Souvent un associé ne se réfère au comité chargé de la déontologie et des conflits d'intérêts que lorsqu'il a un doute sérieux. Les instances hiérarchiques ne sont informées de l'existence d'un éventuel conflit d'intérêts que post facto. Souvent, les associés s'intéressent peu à ce que font les autres associés.

Enfin, parmi les plus gros conflits entre avocats à l'intérieur des cabinets, on trouve précisément ceux qui sont liés aux procédures d'admission de nouveaux clients et, une fois le client admis, à la désignation d'un responsable du dossier.

Assouplir les règles de prévention des conflits d'intérêts équivaldrait à l'intensification de ces conflits.

Le caractère artificiel des "Chinese Walls" est manifeste en pensant aux jeunes solicitors. Les jeunes solicitors apprennent leur métier en travaillant dans les dossiers de leurs aînés. Dès lors, il n'y a pas à avoir de cloisonnement si on veut assurer la transmission optimale du savoir dans une firme de solicitors.

De surcroît, la mobilité des jeunes avocats qui vont de cabinet en cabinet augmente et, avec cette mobilité, augmente l'occasion de créer des conflits d'intérêts et des connaissances d'informations utilisées contre un ancien client.

Enfin, alors même que les "Chinese Walls" tentent d'empêcher les membres d'une même firme à communiquer les uns avec les autres sur certains sujets, d'autres exigences commerciales et organisationnelles encouragent la tendance opposée.

Il existe ainsi certains liens forts d'amitiés entre les associés mesurés par l'existence d'activité sociale commune hors le travail. Ce sont les relations les plus invisibles pour le client, traversant les frontières de spécialisation et ignorant les "Chinese Walls" entre les différents départements du même cabinet.

Il n'est donc pas acceptable que deux équipes séparées par un "Chinese Wall" conseillent des clients, a fortiori sans la connaissance et l'accord du client concerné.

Cette modification se ferait, contrairement à ce qui est annoncé, contre l'intérêt du client et, à long terme, contre l'intérêt de la firme qui perdrait la confiance de ses clients.

Enfin, immédiatement, la modification se ferait contre l'intérêt de la profession.

En termes d'image, pour les cabinets d'avocats, la modification serait néfaste.

\*

\*\*

En conclusion, le Conseil des barreaux européens est d'avis que si l'objectif recherché par la SRA est de trouver une solution équilibrée visant à protéger l'intérêt des clients, des firmes et de la profession de solicitors en Angleterre et au Pays de Galles et internationalement, tout en assurant une compétitivité nécessaire, les amendements adoptés ne semblent pas aller dans le sens des fins poursuivies et présentent un risque sérieux d'affaiblissement des règles déontologiques, garantie de la confiance des clients.

## Annexe

Les règles de résolution des conflits d'intérêts en Europe et dans le monde

## LES REGLES DE RESOLUTION DES CONFLITS D'INTERETS EN EUROPE ET DANS LE MONDE

---

### a) Les principes affirmés

Globalement, le principe est simple même si son application est délicate.

Il est généralement admis que l'avocat ne doit être ni le conseil, ni le représentant ou le défenseur, de plus d'un client dans une même affaire s'il y a conflit dans leurs intérêts réciproques ou s'il existe un risque sérieux que survienne un tel conflit.

Il est alors tenu de s'abstenir de s'occuper des dossiers concernant l'ensemble des parties et ne doit se consacrer qu'aux seuls intérêts de l'une d'elle ou, parfois, d'aucune.

Il en va également ainsi, hors même le cas des intérêts divergents, lorsque le secret professionnel est susceptible d'être violé ou encore lorsque l'indépendance de l'avocat est altérée.

L'étendue du principe s'applique aussi dans le temps. Ainsi, il est parfois prévu qu'il ne peut prendre un nouveau client si le secret ou la confidentialité des informations, antérieurement recueillies auprès d'un ancien client, peuvent – directement ou indirectement – être révélés.

De même, il doit s'abstenir s'il a connaissance d'éléments contenus dans le dossier d'un ancien client ou de confidences qui peuvent le conduire à favoriser le nouveau client. Il y aurait alors un avantage indu pour ce dernier si, dans un litige, son conseil usait de cette connaissance acquise antérieurement.

Dans le cadre de l'exercice en groupe, au sein d'un même cabinet, l'interdiction de prendre une affaire nouvelle susceptible d'entraîner un conflit d'intérêts s'applique à tous les membres du cabinet.

La mesure joue également dans le traitement des dossiers personnels du collaborateur avocat du cabinet par rapport à la structure dans laquelle il exerce.

Considérant ce principe, les seules divergences qui existent dans les réglementations européennes ou internationales concernent la présence ou l'absence d'exceptions.

Parfois, il n'existe aucune exception prévue dans la réglementation. Dans ce cas, quel que soit l'avis du client, l'avocat ne peut s'occuper d'intérêts opposés ou risquant de devenir opposés, dans les hypothèses précitées. En pareil cas, la justification de l'absence totale d'exceptions tient au fait que la règle non seulement protège les intérêts du client à court et à long terme, mais également que la règle est édictée pour défendre l'intérêt général de la société.

En revanche, dans d'autres réglementations, il existe des exceptions plus au moins larges. Elles existent notamment dans le domaine des procédures "gracieuses" ou dans le conseil, l'avocat pouvant intervenir pour deux clients dans la mesure où leurs intérêts se rejoignent (par exemple une procédure de divorce à l'amiable) ou lorsque deux ou plusieurs parties ont des intérêts convergents et que l'avocat doit s'atteler à la rédaction d'un contrat à leur demande conjointe.

Enfin, le client doit être informé et, parfois, dans certaines réglementations, il doit donner son accord écrit pour que l'avocat poursuive sa mission, s'il existe un risque sérieux de conflit ou lorsque surgit un conflit d'intérêts. Cet accord doit être éclairé.

Les conflits d'intérêts constituent une préoccupation de déontologie classique pour la plupart des professions (médecins, professions de santé, assureurs, ...) et pour les avocats en particulier. Ce sujet est d'autant plus délicat pour les avocats qu'ils travaillent dans un système où ils sont en permanence adversaires et concurrents. Notre déontologie est sensée protéger le client et garantir sa confiance tout en préservant l'indépendance de l'avocat.

Mais, parallèlement, tout semble pousser au conflit d'intérêts : la mobilité des avocats, la structure de leur carrière, la croissance des cabinets, la diversification, la spécialisation, la concentration des



marchés, l'existence de conflits émergents avec d'anciens clients tout autant qu'avec les clients actuels, la complexité des transactions notamment financières sur lesquelles les avocats travaillent.

Il convient donc, pour consolider le principe, d'en rappeler les fondements.

#### **b) Les fondements du principe**

Le premier fondement de ce principe semble être la nécessaire confiance entre le client et l'avocat. Il existe une asymétrie du savoir entre l'avocat et le client. C'est la confiance qui annule cette différence de niveau d'informations.

Les avocats bénéficient, d'une part, d'une confiance personnelle, locale, directe avec le client, constamment soumise à des vicissitudes mais particulièrement importante pour les justiciables habités, dans ce monde difficile, par une méfiance habituelle.

Mais, par ailleurs, il existe une confiance portée à l'ensemble de la profession, confiance globale et impersonnelle. Cette confiance tient notamment à l'existence de règles morales contrôlées par des autorités professionnelles. Cette confiance participe de l'économie de la qualité. C'est également cette confiance qui permet le secret confié à l'avocat.

Un monde sans confiance serait un monde inhumain.

Or, on sait que, si la confiance se gagne lentement, elle se perd rapidement. En 2002, à partir du scandale financier lié à l'affaire Enron localisée dans un bureau à Houston aux Etats-Unis, la confiance investie depuis 99 ans dans la multinationale de l'audit Arthur Andersen, la 5<sup>ème</sup> des "Big Five" fondée en 1913 par un professeur de comptabilité qui lui donna son nom, qui comptait alors 28.000 personnes réparties dans le monde, s'est inexorablement retirée.

Il a fallu moins d'un an pour que la firme ne disparaisse complètement. Trois années plus tard, le jugement qui avait provoqué ce cataclysme fiduciaire sera annulé à l'unanimité par la Cour Suprême aux motifs, entre autres, que les faits reprochés n'étaient pas nécessairement illégaux.

Le temps de la confiance et le temps judiciaire ne sont pas les mêmes. La firme ne renaîtra pas.

Le Professeur Sweberg (revue internationale des sciences sociales – septembre 2005), professeur de sociologie à l'Université Cornell, soutient qu'il est possible de prévenir certains conflits moraux en interdisant à tous les acteurs chargés de la défense d'intérêts généraux de se mettre en situation de conflit avec ceux-ci. Il a illustré son propos en analysant, justement, les comportements et mécanismes qui ont conduit au scandale Enron et Arthur Andersen et en distinguant plusieurs étapes :

- l'exercice, par une même firme, de l'audit et du conseil,
- la concentration des activités des experts-comptables en un petit nombre de firmes,
- le changement radical de la structure du chiffre d'affaires de celle-ci. (En 1980, 60% de leurs revenus provenaient de la vérification des comptes, 25 % de leur activité de conseil et 15 % de leur activité de la matière fiscale. En 1998, les honoraires perçus pour les audits ne représentaient plus que 31 % du chiffre d'affaires de ces firmes, l'essentiel étant constitué de conseils financiers personnels "aux cadres de ces sociétés dont elle vérifiait les comptes, ce qui créait de nouveaux types de conflits d'intérêts".)

Dans le processus Arthur Andersen, il s'est opéré une véritable symbiose entre le client et le prestataire, situation qui rendait difficile puis impossible pour Andersen de résister à Enron, laquelle était devenue un de ses meilleurs clients (en 2001, 25 millions de \$ pour l'audit et 27 millions de \$ pour le conseil).

Il n'existait plus d'indépendance.

La question du conflit d'intérêts doit également se rattacher à l'obligation de loyauté envers le client et au devoir de diligence de l'avocat.

La déontologie, associée ou non à une autorité professionnelle disciplinaire, contient des engagements explicites pris par la collectivité à l'égard des clients. Cette morale professionnelle prend en compte les degrés d'asymétrie de pouvoir et de confiance.

En contrepartie des droits qui peuvent lui être accordés par l'Etat, la profession d'avocats a pour mission de surveiller le fonctionnement du marché du conseil et de la représentation juridique dont elle fait elle-même partie. Cette surveillance passe, notamment, par une autorégulation professionnelle.

Le risque du conflit d'intérêts est que les avocats hiérarchisent leurs "allégeances" et donc favorisent l'un des clients aux dépens des autres et notamment favorise celui qui assurerait un revenu plus important pour le cabinet à court ou à moyen terme.

Ainsi, la règle prévoit que le cabinet ou l'avocat doit renoncer à la représentation d'une des parties. Or, la logique du marché et la structure organisationnelle des cabinets encouragent la représentation multiple.

Trois situations sont possibles au moment où l'on accepte de représenter un client :

- celle où l'on sait qu'il n'y a pas de conflit,
- celle où l'on sait qu'il y a conflit,
- et les situations intermédiaires, zones d'ombre du conflit potentiel qui s'accroissent sans cesse.

L'objectif de l'amendement proposé par la "City of London Law Society" est d'accroître les situations dans lesquelles on sait qu'il y a conflit, où l'on découvre l'existence d'un conflit, tout en poursuivant, avec l'accord du client, la défense des clients ayant des intérêts opposés.

Mais accepter le débat déontologique signifie, aussi, que cette innovation ne tombe pas directement sur le coup d'une interdiction rigoureuse et sans faille. Si les instances professionnelles s'interrogent sur l'opportunité de modifier les règles en vigueur, existe-t-il pour autant un doute sur la légitimité de l'interdiction ?

Qu'en est-il des réglementations en Europe ou dans le monde ?

**c) Les réglementations européennes (telles que communiquées par les Délégations nationales)**

**(i) En Allemagne**

**Règles et exceptions en matière de conflit d'intérêts**

**Règles :**

*§ 43a para. 4 of the Federal Lawyers' Act (Bundesrechtsanwaltsordnung) and § 3 of the Rules of Professional Practice (Berufsordnung für Rechtsanwälte) describe the rules of conflict of interest in Germany.*

**§ 43a of the Federal Lawyers' Act "The basic duties of a Rechtsanwalt" stipulates:**

[...]

*(4) A Rechtsanwalt may not represent conflicting interests.*

[...]

**§ 3 Rules of Professional Practice "Conflict of interest, refusal to accept instructions" reads:**

*(1) The Rechtsanwalt must refrain from acting for a new party if he has advised or represented another party in the same matter, if there is a conflict of interest or if he has been seized with the matter in any other professional way as defined in § 45 and § 46 of the Federal Lawyers' Act.*

- (2) *The prohibition specified in paragraph (1) also applies to all Rechtsanwälte connected with him in joint practice or through shared office premises, regardless of the legal or organisational set-up. Sentence 1 does not apply where, in a particular case, the clients involved in a case presenting a conflict of interest have expressly agreed, following comprehensive information, to be represented by the Rechtsanwalt, and where this is not against the interests of the proper administration of justice. Information shall be provided in writing, as well as the declaration of agreement.*
- (3) *Paragraphs (1) and (2) also apply if the Rechtsanwalt leaves one joint practice or shared office to work in another joint practice or shared office.*
- (4) *If a Rechtsanwalt realises that he acts in violation of paragraphs (1) to (3) he shall inform his clients immediately and must cease to act for all other clients involved in the same matter.*
- (5) *The aforementioned provisions do not affect the duty to observe confidentiality.*

*Furthermore § 356 of the Criminal Code (Strafgesetzbuch) foresees that a lawyer will be penalized if she/he works for clients with conflicting interests in the same legal case and therefore violates her/his duties. It also punishes a lawyer if she/he, in consent with the opponent, acts in a way which causes a disadvantage for her/his client.*

### **Exceptions:**

*1. Regarding the question whether the clients can give consent, you have to distinguish three cases:*

*a) The lawyer also wants to work for the opponent.*

*This is never possible. It would only be possible if the consent was able to abolish the conflict of interests and the violation of the professional regulations. This would be the case if the interests are not opposed any more because of the consent (BGHSt 15, 332).*

*b) A lawyer leaves one joint practice or shared office to work in another joint practice or shared office.*

*There is a problem with conflict of interests if the joint office to which the lawyer formerly belonged works / has worked for the opponent. As the partnership takes on cases jointly, it does not matter whether the lawyer who moves to another joint office was involved in the legal issue or not. In principle, the joint office to which the lawyer has moved has to put down the mandates, § 3 para. 4 of the Rules of Professional Practice. But according to § 3 para. 2 of the Rules of Professional Practice, the lawyer is allowed to work for the client if in a particular case, the clients involved in a case presenting a conflict of interest have expressly agreed, following comprehensive information, to be represented by the lawyer, and where this is not against the interests of the proper administration of justice. In such a case, the joint office to which the lawyer moves does not have to put down the mandate.*

*Regarding this issue, there has been a change: According to the old version of § 3 para. 2 of the Rules of Professional Practice, the prohibition was extended to lawyers who were connected, e. g. in joint practice or through shared office premises. If the other lawyer or her/his joint practice worked or had worked for the opponent in the same legal case, the lawyer was not allowed to act for the other party. That meant that if a lawyer moved from one joint practice to another, the joint practice to which the lawyer moved had to put down the mandate if there was a conflict of interests. There was no possibility for the client to consent. However, the German Constitutional Court decided that this regulation is not compatible to the Constitution ("Sozietätswechslerentscheidung", 1 BvR 238/01 of 3.7.2003). It was of the opinion that this regulation violated Art. 12 of the Constitution (freedom of profession) because the regulation made it more difficult for lawyers to change the joint practice. Therefore, § 3 para. 2 of the Rules of Professional Practice had been changed.*

*c) A joint office wants to work for clients with conflicting interests in the same legal issue.*

*It is discussed whether the clients can give consent. Regarding the wording, § 3 para. 2 of the Rules of Professional Practice would allow that lawyers belonging to a joint practice work for clients whose interests are opponent if the clients give consent and if the proper administration of justice does not stand against. Some commentators are of the opinion that this is unlawful because § 43a para. 4 of the Federal Lawyers' Act does not allow to represent conflicting interests. They think that the decision of the Constitutional Court only refers to lawyers who change the joint practice and that the decision does not*

apply to lawyers who are already working in the same joint practice (Hartung/Römermann, 4. Auflage 2008, § 3 BORA, Rn. 109 ff.). Other commentators argue that the constitutional court has accepted that § 43a para.4 Federal Lawyers Act also concerns the prohibition to act for conflicting interests within a joint practice (BVerfG NJW 2006, 2469). In this case the Constitutional Court stipulates that it can be reasonably expected from a partner to withdraw from a case if the client has either not given consent – or in the case that consent is given – the proper administration of justice would force the partner to withdraw from a case. Thus the Constitutional Court seems to accept that clients can consent also in the case of a conflict arising within an existing partnership.

In all cases in which the clients can give consent, the duty to observe confidentiality is not affected, § 3 para. 5 of the Rules of Professional Practice.

2. In addition, it is possible that several people who are accused because of the same criminal act are defended by different lawyers of the same joint practice as long as the accused have the same interests. If the accused have interfering interests, this would only be possible if they agree according to § 3 para. 2 of the Rules of Professional Practice.

3. The lawyer is not bound by the rules of conflicts of interests if she/he:

- gives hints about legal issues in a private coherence and not concerning her/his profession
- exercises her/his own interests

#### **Existence d'une notion similaire à celle de "sophisticated clients" :**

It is already allowed that a joint practice firm conducts the interests of clients who have contrary interests if they give informed consent in situations as described in Question 3. However German law does not know the term of "sophisticated client" as such. However when judging a possible conflict with the proper administration of justice the lawyer amongst others will have to evaluate the position of the client and his/her ability to give informed consent.

#### **Règles et exceptions en matière de confidentialité**

##### **Règles :**

§§ 43 a, 56 of the Federal Lawyers' Act (Bundesrechtsanwaltsordnung), § 2 of the Rules of Professional Practice (Berufsordnung für Rechtsanwälte), Art. 2 para. 1 with Art. 1 para. 1 of the Constitution (Grundgesetz), Art. 12 of the Constitution, §§ 53, 97, 102, 160 a of the Criminal Procedure Code (Strafprozessordnung), § 203 of the Criminal Code (Strafgesetzbuch), § 383 of the Civil Procedure Code (Zivilprozessordnung), § 17 of the fair trade law (Gesetz gegen den unlauteren Wettbewerb)

Please find the most important rules translated into English:

##### **Federal Lawyers' Act:**

##### **§ 43a The basic duties of a Rechtsanwalt**

[...]

(2) A Rechtsanwalt has a duty to observe professional secrecy. This duty relates to everything that has become known to the Rechtsanwalt in professional practice. This does not apply to facts that are obvious or which do not need to be kept secret from the point of view of their significance.

[...]

##### **Federal Lawyers' Act:**

##### **§ 56 Special obligations towards the Council of the Bar**

(1) In regulatory matters and matters concerning appeals a Rechtsanwalt must provide the Council of the

Bar or an authorised member of the Council with information and produce his/her files on request or appear before the Council or the authorised member. This does not apply if and in as far as the Rechtsanwalt would thus be in breach of the duty of professional secrecy or if providing a truthful response or submitting his/her files would involve a risk of being prosecuted on grounds of a criminal offence, a breach of administrative rules or a breach of professional ethics and the Rechtsanwalt invokes this as a reason. The Rechtsanwalt's attention must be drawn to the right to refuse to supply information.

[...]

### **Rules of Professional Practice:**

#### **§ 2 Confidentiality**

(1) The Rechtsanwalt has the right and the duty to observe confidentiality.

(2) The right and the duty to observe confidentiality apply to all information that becomes known to the Rechtsanwalt in the course of his professional activity and also after the Rechtsanwalt has ceased to act for a client.

(3) The duty of confidentiality does not apply if the present Rules of Professional Practice or other legislation provide for exceptions, or if the enforcement of or defence against claims arising from a case, or if the defence of the Rechtsanwalt's own interests require the disclosure of information.

(4) The Rechtsanwalt shall explicitly require his staff and anyone participating in his professional activity to observe the duty of confidentiality (§ 43a(2) Federal Lawyers' Act).

#### **Exceptions :**

The duty of Professional Secrecy does not apply to facts that are obvious or which do not need to be kept secret from the point of view of their significance. Having said that, this does not mean that everything which has become public knowledge is automatically free from Professional Secrecy. Taking the example of a press Article: While the fact distributed by the press becomes obvious, the classification of the fact and also the true facts according to the lawyer remain bound by Professional Secrecy. The same goes for a court case: In general everything discussed in a court case is obvious. This does however not apply to court cases which are hardly noticed by the public. As to the second criterion, the significance of facts, the lawyer should always consult the client and opt in dubio for the Professional Secrecy.

In addition, the client can relieve the lawyer from the duty of Professional Secrecy under the precondition that she/he has the necessary ability to judge her/his action. The relief by the client can be explicit or tacit.

According to Art. 100a and 160a of the Criminal Procedure Code, lawyers can be intercepted under very strict conditions. According to Art. 100 a suspects of explicitly listed serious crimes can be intercepted. According to the German Constitutional Court lawyers can only be subject to supervision, if there is very likely that they will act as intermediaries for the passing on of information between the suspect and a third person. In implementing the data retention directive the legislator also created Art. 160 a of the Criminal Procedure Code on the taking of evidence and its use in relation to persons entitled to refuse to give evidence. The article stipulates how evidence can be taken and used in the course of proceedings. In this new legal provision the legislator distinguishes between criminal lawyers and other lawyers. The interception of criminal lawyers is forbidden (except in cases where there is evidence for the criminal lawyer to be a involved in the crime) and collected data cannot be used. Other lawyers can be subject to observation when the interest in criminal persecution prevails over the professional secrecy of the lawyer. BRAK and DAV have heavily criticised this distinction and there are currently several claims pending at the German Constitutional Court concerning the legality of this distinction. Furthermore, if it is necessary to prevent international terrorism, the German Federal Police ("Bundeskriminalamt") has got similar possibilities. It can, for example, eavesdrop a lawyer under the condition that this action is proportionate. But it is not allowed to eavesdrop a criminal defence lawyer.

In addition, the lawyer can be obliged to reveal information for public policy reasons, e.g. if this is allowed by the Rules of Professional Practice or other legislation, including case law, for example:

- As shown in question 11, the Professional Secrecy does not end when the client dies. But if there are objective reasons for a duty of disclosure, for example when the heirs demand an account,

*the lawyer has to reveal the secrets.*

- *She/he is allowed to use knowledge which she/he has achieved from different clients, but she/he is not allowed to reveal this knowledge.*
- *The duty of Professional Secrecy does not apply if enforcement of or defence against claims arising from a case or if the defence of the lawyers own interests require the disclosure of information. However, according to the principle of proportionality, the lawyer will only be able to disclose what is necessary to claim e.g. in order to claim his own fees.*
- *If the client's claims against the lawyer are seized, the lawyer has to give information to the creditor, § 840 of the Civil Procedure Code.*
- *If a lawyer has to give an affirmation in lieu of an oath, he also has to reveal her/his claims and the names of her/his clients. But she/he is not allowed to reveal further details about the clients.*
- *If the lawyer gets to know about planning severe criminal actions, she/he has to make a complaint according to §§ 138, 139 para. 3 s. 2 of the Criminal Code. Otherwise, she/he can be punished.*
- *According to the jurisdiction, the lawyer also has to keep secret the matters of third parties. However, she/he can reveal the secret if the different interests are considered properly.*
- *When a lawyer wants to convey claims to another lawyer, he has to reveal secrets of the clients. There is no definite jurisdiction whether this is allowed or not.*
- *If a lawyer collaborates with other lawyers, she/he can reveal the secrets to these lawyers if the client knows that there is a very intense collaboration. If new members enter a lawyer partnership, the lawyer can also reveal the secrets to them. However, if a law office is sold, the lawyer is in principle bent to the duty of Professional Secrecy.*
- *When dealing with the tax authorities concerning their own tax declaration lawyers can not make reference to Professional Secrecy.*
- *Someone who has a legitimate interest to have a look into a document can do so under certain circumstances, § 810 of the Civil Code (Bürgerliches Gesetzbuch). The opponent may be obliged to hand out a document during a legal proceeding (§§ 422, 428 of the Civil Procedure Code).*
- *According to § 6 para. 2 sentence 2 of the Rules of the Professional Practice, the lawyer can advertise names of clients in brochures only to the extent where this is not against clients' interests and where the client has given his express consent.*

(ii) **Au Danemark**

**Règles et exceptions en matière de conflit d'intérêts**

**Règles :**

**Article 126 of the Administration of Justice Act – the general rule of good conduct and Paragraph 3.2 of our code of conduct (reproduced below).**

**3.2 Conflict of interests (Code of Conduct for the Danish Bar and Law Society)**

*3.2.1. A lawyer may not assist a client in situations in which a conflict of interest has arisen or where there is an obvious risk of such a conflict arising.*

*Such situations always exist when:*

- 1. a lawyer assists clients in the same case if the clients have conflicting interests. However, a lawyer may appear for several parties during a preliminary hearing if no disputes are dealt with during the hearing and if none of the parties is opposed,*
- 2. a lawyer assists a party after previously having assisted the opposing party in the case,*
- 3. a lawyer assists in several cases with connections to each other, if there is a risk that confidential*

information the lawyer has received in one of the cases can be used in another of the cases. This applies even if the lawyer does not assist the clients at the same time,

4. the lawyer has close family ties to someone who has conflicting interests with the client in the case,

5. the lawyer has a not inconsiderable direct or indirect financial or business connection to a party who has conflicting interests with client in the case,

6. the lawyer has other close connections to a party who has conflicting interests with the client in the case,

7. the lawyer has such business or other connections with the client that there is a risk the lawyer cannot advise the client independent of irrelevant interests,

8. a lawyer agrees with the client or others that he or she is to be paid in the form of shares or other shares of ownership in a company where the result of the case will influence the value of such shares or other shares of ownership. This also applies in other cases where agreement is made on such payment if the arrangement will influence the impartiality and personal integrity of the lawyer in the discharge of his or her duty.

Such situations may also exist when:

9. a lawyer assists a client in a case if he or she has a regular client relationship with the opposing party although not assisting such party in the specific case,

10. a lawyer assists competing companies,

11. a lawyer participates on behalf of several parties in creating or concluding a legal matter about which there is agreement among the parties. A lawyer who on behalf of the parties has participated in creating or concluding a legal matter may not subsequently assist one or the parties on an issue involving the legal matter if it has or might have a bearing for the other party/parties. 3.2.2. A lawyer may not serve as an arbitrator, conciliator or mediator for several parties, if he or she previously assisted any one of the parties singly in circumstances connected to the conflict. After serving as an arbitrator, conciliator or mediator, a lawyer may not assist any one of the parties singly in circumstances connected to the conflict.

3.2.3. When lawyers practice law as members of a joint practice, in corporate form, see section 124 of the Danish Administration of Justice Act, or as members of an office-sharing practice, the rules of paragraph 3.2.1 and paragraph 3.2.2 shall apply to the joint practice, corporation and office-sharing practice as well as to the mutual relationship between its participants, including lawyers engaged as employees.

(2) The rules of paragraph 3.2.1 and paragraph 3.2.2 shall apply correspondingly to other types of cooperation, collaborations and joint practices between lawyers or law firms if in relation to a third party they appear as a joint practice or a law firm.

3.2.4. The consent of the involved parties to the lawyer's assistance in the cases mentioned in paragraphs 3.2.1, 1)-8), 3.2.2 and 3.2.3 shall not have any bearing on the evaluation of whether a conflict of interest exists. In the cases mentioned in paragraph 3.2.1, 9)-11), the significance of such consent is subject to a specific evaluation.

3.2.5. When a conflict of interest or obvious risk of same exists in accordance with paragraph 3.2.1, the lawyer must cease to act with respect to all of the clients involved. If the lawyer in the cases mentioned in 1), 2), 3), 9) and 10) has only received significant information from some of the clients, the lawyer's withdrawal can be limited to the other clients.

(2) The lawyer's withdrawal must be immediate, cf., however, paragraph 3.1.3.1.

3.2.6. If the lawyer's withdrawal from the case in accordance with paragraph 3.2.5 is due to a conflict of interest that has arisen exclusively or primarily due to his or her circumstances, the lawyer may not charge a fee for the work on the case that must also be carried out by the lawyer who takes over the case. The lawyer must repay the client for any payment of fee received for such work.

3.2.7. Law firms comprised by paragraph 3.2.3 must draw up written guidelines for dealing with conflict of interests. The guidelines must be geared to avoiding conflict of interests and to detecting and identifying conflicts that arise at the earliest possible time, and must contain a description of the procedure to be followed when a conflict is identified.

**Exceptions :**

*There are no exceptions to the rules on conflict of interest but it should be noted that paragraph 3.2.1 distinguishes between situations which will always be considered to entail a conflict of interest (example 1-8) and situations which may entail a conflict of interest (example 9-11)*

*The difference is explained in paragraph 3.2.4 according to which a consent from the client has no impact on the evaluation of whether a conflict of interest exists in the situations mentioned in number 1-8, while the effect of such a consent in situation 9-11 will depend on a concrete evaluation.*

**Existence d'une notion similaire à celle de "sophisticated clients" :**

No

**Règles et exceptions en matière de confidentialité****Règles :**

*Article 126 of the Administration of Justice Act (general rule on good conduct), Article 170 of the Administration of Justice Act (exemption of lawyers regarding testimony before the courts), Article 152 A-E of the Penal Code (confidentiality) and paragraph 2.3 of the code of conduct (reproduced below).*

**2.3. Confidentiality ( Code of Conduct for the Danish Bar and Law Society)**

*2.3.1. Trust and confidentiality between the lawyer and his client is a necessary precondition for the lawyer's function.*

*Discretion is therefore essentially a legal and ethical duty and right for lawyers and shall be respected in the interests not only of the individual but also society at large.*

*2.3.2. A lawyer shall respect the confidentiality of all information that becomes known to him in the course of his professional activity.*

*2.3.3. The obligation of confidentiality is not limited in time.*

*2.3.4. Rescinded.*

*2.3.5. The lawyer's associates, staff and other persons employed in the law firm shall fulfil the same obligation of confidentiality.*

*2.3.6. If several lawyers or law firms conduct business in joint offices, 2.3.5 shall likewise apply to such joint offices.*

**Exceptions :**

*A client may wave his/her right and a judge may order the lawyer to give the information*

**(iii) En Estonie****Règles et exceptions en matière de conflit d'intérêts****Règles :**

*An attorney may not advise, represent or act on behalf of two or more clients in the same matter if there is a conflict between the interests of those clients. An attorney shall not provide legal services to a client if there exist circumstances that affect or may affect the attorney's ability to observe the requirements set out to protect the client's interests and act only in the interests of the client (conflict of interest), unless the attorney has notified his client of such circumstances and the client does not desist from demanding provision of legal services by the attorney.*



**Exceptions:**

*An attorney may render legal services to several persons in the same matter, provided that there is no conflict of interest. Among other things there is no conflict of interest when all clients agree and require that the attorney shall render legal services to other clients in the same matter. Should there arise any dispute in that matter later on, the attorney shall not render legal services to any of the aforesaid clients. It is also provided that an attorney may continue providing legal service in case an attorney has notified the client of the circumstances of conflict of interest and the client does not desist from demanding provision of legal services by the attorney.*

**Existence d'une notion similaire à celle de "sophisticated clients" :**

No

**Règles et exceptions en matière de confidentialité****Règles :**

*The relationship between the attorney and his client is founded upon trust. Therefore, all information given or received by the attorney in the course of rendering legal services is confidential.*

**Exceptions :**

*Only the client or his successor may in writing exempt the attorney from the confidentiality obligation.*

*Also, an attorney may not make the documents or other information relative to his professional activity available to any third party, or public offices to which the said documents or information are not addressed, however, presentation or disclosure of the said documents or information to the Board of the Bar Association or to the Court of Honour discussing a disciplinary case against the attorney, shall not be deemed to be a violation of the confidentiality obligation.*

*In order to prevent a criminal offence in the first degree, an advocate has the right to submit a reasoned written application for exemption from the obligation to maintain a professional secret to the chairman of an administrative court or an administrative judge of the same court appointed by the chairman. A judge shall hear a submitted application immediately and shall issue or refuse to issue a written permission.*

**(iv) En Finlande****Règles et exceptions en matière de conflit d'intérêts****Règles :**

*The Finnish Bar Association has approved a new code of conduct for advocates which came into force the 1<sup>st</sup> of April this year. New rules concerning conflict of interests are the following:*

**6. CONFLICT OF INTERESTS****6.1 Conflict of interests in the same matter**

*An attorney may not accept an assignment in the same matter from two or more clients if there is a conflict or a significant risk of a conflict between the interests or rights of those clients.*

*An attorney may, however, accept an assignment from two or more clients in matters concerning the drafting of an agreement or mediation, even though the clients may have conflicting interests, provided that all parties request his/her assistance. In such case, the attorney has an obligation to equally observe the interests of all the clients, and he/she is prohibited from assisting any of them in case of a later dispute.*

## **6.2 Conflict of interests based on obligation of loyalty**

*An attorney may not accept an assignment against a current or former client if acceptance of the assignment breaches the obligation of loyalty towards a new client or a current or former client who is the opposing party, unless the clients give their consent.*

*The scope of an attorney's obligation of loyalty during an assignment, and the duration of the obligation after termination of the assignment, is determined by, among other things, the nature and scope of the assignments, the importance of the matter to the client, as well as the length of the client relationship and the importance of the client to the attorney.*

## **6.3 Conflict of interest on obligations of secrecy and confidentiality**

*An attorney may not accept an assignment if facts obtained in another assignment which fall within the scope of the obligation of secrecy or confidentiality could impair the attorney's ability to fully protect the client's interests.*

*An attorney may, however, accept an assignment if the attorney has obtained consent to use the information covered by the obligations of secrecy and confidentiality from the party protected by the said obligations. Consent may not be requested for the purpose of using the information against the party giving the consent.*

## **6.4 Conflict of interests based on financial or personal interests**

*An attorney may not accept an assignment if the attorney, or a person close to him/her, or a person working in the same office or office community, has a personal or financial connection to that assignment which may impair the attorney's ability to fully protect his/her client's interests.*

*Unless the connection is significant, consent by the client authorises the attorney to accept the assignment.*

## **6.5 Conflict of interests in law firms and office communities**

*The provisions set out in Rules 6.1–6.3 shall apply to the attorney him/herself, as well as to persons working in the same law firm or office community.*

*The disqualification referred to in Rule 6.4 shall not prevent an impartial attorney practising in the same law firm or office community from handling the assignment*

## **6.6 Obtaining consent**

*Prior to obtaining the consent referred to in Rules 6.2, 6.3 and 6.4, the attorney shall explain to the client in detail the circumstances constituting disqualification, in order for the client to be able to sufficiently consider whether to give consent. An attorney may not request consent from a client who may be considered unable to comprehend the implication of such consent.*

*Consent must be obtained without violation of the attorney's obligations of secrecy and confidentiality.*

## **6.7 Change of office**

### **Conflict of interests in a new office**

*When an attorney or other lawyer has relocated to a new office, the attorneys in the new office shall take into account in their disqualification assessment the assignments previously conducted by the said attorney or lawyer, as well as information relating to such assignments that falls within the scope of the obligations of secrecy and confidentiality which the said attorney or lawyer has otherwise performed.*

### **Conflict of interests of a relocated attorney**

*An attorney who has relocated to a new office may not personally handle an assignment in that new office if*

1. the previous law firm of such attorney represents the opposing party of a client of the new office; and
2. the assignment from the opposing party was given to the previous law firm prior to the attorney's relocation to the new office.

The conditions mentioned above do not prevent an impartial attorney in the new office from handling the assignment.

#### **Conflict of interests in the previous office**

Notwithstanding the relocation of an attorney to a new office, in their disqualification assessment attorneys of the previous office shall take into consideration the assignments handled by the relocated attorney at the said previous office.

#### **6.8 Information of circumstances affecting the assessment of conflict of interests**

If an attorney deems him/herself to be impartial, but is aware of circumstances which may give rise to justifiable doubts about his/her impartiality, the attorney shall inform the client of these circumstances.

The said obligation to inform must be fulfilled without violating the attorney's obligations of secrecy and confidentiality

#### **Exceptions :**

There are no exceptions

#### **Existence d'une notion similaire à celle de "sophisticated clients" :**

No, except in the point 6.6.

#### **Règles et exceptions en matière de confidentialité**

##### **Règles :**

Advocates' act section 5 c states:

"An advocate or his assistant shall not, without due permission, disclose the secrets of an individual or family or business or professional secrets which have come to his knowledge in the course of his professional activity.

Breach of the obligation of confidentiality provided for under paragraph 1 above shall be punishable in accordance with chapter 38, section 1 or 2, of the Penal Code, unless the law otherwise provides for more severe punishment for the act."

Code of conduct point 3.4 states the following:

"An advocate shall not, without due permission, disclose the secrets of an individual or a family, nor disclose any business or professional secrets which have come to the advocate's knowledge in the course of his/her professional activity (obligation of secrecy).

Furthermore, an advocate may not, without permission, disclose any other information about the client and the client's circumstances which the advocate has learned in the course of his/her professional activity (obligation of confidentiality)."

##### **Exceptions :**

The exceptions are either client's permission or in certain situations a court's order.

(v) En Italie

**Règles et exceptions en matière de conflit d'intérêts**

**Règles :**

*Article 37 of the Italian Code of Conduct states that lawyers shall abstain from providing legal services in a given case when this would create a conflict with the interest of a client or interferes with the performance of another mandate, even if not of a professional nature.*

**Exceptions :**

*There are no exceptions to this rule.*

**Existence d'une notion similaire à celle de "sophisticated clients" :**

*No. Indeed, Italian law recognises the principle of the unity of the legal profession.*

**Règles et exceptions en matière de confidentialité**

**Règles :**

*Confidentiality is protected by deontological rules and criminal rules.*

**Exceptions :**

*Lawyers are authorised to reveal confidential information, subject to the principles of proportionality and necessity, only i) if it is necessary for the defense, ii) if it is necessary to avoid the commission of a serious crime, iii) if it is necessary in order to prove facts in a litigation between the lawyer and his/her client and iv) if a proceeding has been commenced on the modalities followed by a lawyer to defend a client.*

(vi) Au Luxembourg

**Règles et exceptions en matière de conflit d'intérêts**

**Règles :**

*Les règles applicables en matière de conflits d'intérêts et de confidentialité sont énoncées par le règlement intérieur de l'Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg (ci-après RIO).*

*Le RIO dispose que l'avocat ne doit être ni le conseil ni le représentant ou le défenseur de plus d'un mandant dans une même affaire s'il y a conflit entre les intérêts des mandants ou un risque sérieux d'un tel conflit.*

*Il s'abstiendra de conseiller, de représenter ou de défendre des parties opposées lorsqu'il les aura précédemment conseillées dans le cadre de la même affaire.*

*En cas de survenance d'un conflit d'intérêts entre plusieurs mandants dans une même affaire, l'avocat doit déposer tous les mandats.*

*L'avocat chargé habituellement des intérêts d'un mandant ne peut, en principe, accepter de cause contre celui-ci.*

*Il ne peut accepter l'affaire d'un mandant si le secret des informations données par un autre mandant risque d'être violé ou lorsque la connaissance par l'avocat des affaires de ce dernier serait préjudiciable à celui-ci.*

*Les avocats exerçant dans le même cabinet sont considérés comme une entité unique tenue de respecter les dispositions précédentes.*

**Exceptions :**

*Le RIO ne prévoit aucune exception.*

**Existence d'une notion similaire à celle de "sophisticated clients" :**

*La notion de « sophisticated clients » ou clients avertis n'est pas connue en droit luxembourgeois dans le contexte des conflits d'intérêts.*

**Règles et exceptions en matière de confidentialité****Règles :**

*Le RIO traite de la confidentialité des informations du client dans le cadre de l'obligation pour l'avocat de s'abstenir d'accepter un mandat donnant lieu à un conflit d'intérêts ou pouvant donner lieu à un conflit d'intérêts. L'avocat qui est destinataire ou dépositaire de secrets de son mandat s'expose à des sanctions pénales s'il viole ces secrets.*

*Le RIO énonce que dans l'exercice de ses activités juridiques de consultation, négociation et de rédaction d'actes l'avocat exerce son mandat dans le respect du secret professionnel auquel il est astreint.*

*Le RIO précise par ailleurs que l'avocat ne peut accepter l'affaire d'un mandant si le secret des informations données par un autre mandant risque d'être violé ou lorsque la connaissance par l'avocat des affaires de ce dernier serait préjudiciable à celui-ci.*

**Exceptions :**

*Il n'y a pas d'exception à la règle. La mise en place de « chinese walls » n'est pas permise alors que le RIO dispose que pour l'application des règles relatives au secret des informations du mandant les avocats exerçant dans le même cabinet sont considérés comme une entité unique.*

**(vii) En Roumanie****Règles et exceptions en matière de conflit d'intérêts****Règles :**

*Article 44 de la Loi sur la profession d'avocat ;*

*« L'avocat ne peut assister ou représenter les parties ayant des intérêts contraire dans la même cause ou dans des causes connexes et ne peut pas plaider contre la partie l'ayant auparavant consulté sur les aspects litigieux de l'espèce.*

**Exceptions :**

*Il n'y a pas d'exception*

**Existence d'une notion similaire à celle de "sophisticated clients" :**

*Non*

**Règles et exceptions en matière de confidentialité****Règles :**

*Art. 44 de la Loi : « L'avocat ne peut être entendu en tant que témoin ni fournir des informations à une autorité ou personne sur la cause qui lui a été confiée, qu'à la condition d'avoir la permission préalable, expresse et*

donnée par écrit de tous ses clients intéressés dans la cause.

Si l'avocat a été entendu comme témoin, il ne peut plus dérouler aucune activité professionnelle dans la cause.

**Exceptions :**

*Pas d'exception.*

(viii) En Suède

**Règles et exceptions en matière de conflit d'intérêts :**

**3.2 Conflicts of interest (Code of Conduct for Members of the Swedish Bar Association-rough translation)**

3.2.1 A Member may not accept an engagement if there is a conflict of interest or a significant risk of a conflict of interest. A conflict of interest exists if:

1. the Member assists or has previously assisted the opposing party in the same matter,
2. the Member is assisting another client in the same matter and the clients have conflicting interests,
3. the Member is assisting another client in a closely associated matter and the clients have conflicting interests,
4. there is a risk that knowledge covered by the Member's duty of confidentiality may be of importance in the matter,
5. the Member himself or herself or a close relative has an interest in connection with the matter that is contrary to the client's, or
6. any other circumstance preventing the Member from acting in the best interests of the client. (...)

3.2.2 There may be a conflict of interest if the Member is assisting or has previously assisted the opposing party in another matter.

(...)

3.2.3 When considering whether there is a conflict of interest in relation to clients or opposing parties in their capacity as legal entities and subject to the individual circumstances, the client or opposing party may be deemed to be all or part of the group of companies or interest group in which the legal entity is included. The provisions applicable to interest groups may also apply to an individual in his or her capacity as owner of a legal entity. On the other hand, upon such an analysis, the client or opposing party may be considered to constitute merely a part of that legal entity, if that legal entity has an extensive operation.

(...)

**3.3 Duty of disclosure and consent**

3.3.1 A Member who is considering taking on an engagement is obliged, without delay, to consider whether there is a conflict of interest that precludes the Member from accepting the engagement. If the Member finds that there is no obstacle to taking on the engagement but nevertheless circumstances exist which may lead the client to a different judgment, the Member must immediately notify the client thereof. If such information cannot be provided without breaching the Member's duty of confidentiality, the Member must refuse the engagement.

(...)

3.3.2 If express consent can be obtained without a breach of the Member's duty of confidentiality, the Member may, in exceptional cases, and after having obtained such consent, take on an engagement even if a conflict of interest under 3.2.1, points 3 or 4 or 3.2.2 above is deemed to exist, provided that the circumstances are not such that there is reason to doubt the Member's ability to fully safeguard the client's interests.

(...)

### **3.4 Duty to cease acting**

3.4.1 A Member who after having taken on an engagement becomes aware of the existence of a circumstance that would have obliged him or her to refuse the engagement had he or she been aware of the circumstance when taking on the engagement must cease to act. The duty of disclosure under 3.3 above applies when a circumstance that gives rise to a conflict of interest does not arise or is not discovered until after the engagement has been taken on.

(...)

3.4.2 A Member is also obliged to cease acting if:

1. the Member is prevented from carrying out his engagement owing to a statutory bar or similar circumstances,
2. the client asks the Member to act criminally or in breach of professional ethics and despite warning persists in his or her request,
3. the client suppresses or tampers with evidence or acts deceitfully and cannot be induced to rectify, or
4. the Member, in order to avoid violation of anti-money laundering legislation, reports a client to the police.

(...)

### **3.5 Conflicts of interest of colleagues**

For the purposes of 3.2 and 3.4, a conflict of interest for someone else in the firm or in a shared office where a Member practices normally constitutes a conflict of interest for the Member as well. There is an exception if a conflict of interest occurs due to the entry into the firm of a colleague and the conflict of interest of that colleague arises from an engagement of a former colleague. Another exception occurs when the colleague's conflict of interest is of the nature stated in 3.2.1, point 5, and circumstances are not such that point 6 is applicable.

(...)

### **Existence d'une notion similaire à celle de "sophisticated clients" :**

No (...) from which it can be concluded that the notion as such is well known, but not accepted in sense of conflict of interests.

### **Règles et exceptions en matière de confidentialité**

#### **Règles :**

Chapter 8, Section 4, para. 1 second sentence states "A Member of the Bar is under a duty to treat information he or she receives in pursuance of his profession with confidentiality when the Code of Conduct so requires.

Section 34 of the Charter of the Swedish Bar Association: "Where professional ethics so require, a member must not divulge information he or she learns in the conduct of his or her practice."

Rule 2.2 of the Code of Conduct for members of the Swedish Bar Association (rough translation):

#### **2.2 Duties of confidentiality and discretion**

2.2.1 A Member has a duty of confidentiality in respect of matters disclosed to the Member within the framework of his or her legal practice or which are brought to his or her attention in the course of such work. Exception from the duty of confidentiality is contingent upon the client's consent or a legal obligation to disclose the relevant information. In addition, an exception from the duty of confidentiality will apply if disclosure is required for the Member to oppose complaints made by the client or to assert a claim for compensation in connection with an engagement. (...)

2.2.2 A Member has a duty to exercise discretion when dealing with client matters. A Member must not,

*without good reason, enquire about cases handled by the law firm where the Member is an employee if the Member is not himself/herself involved in such cases. (...)*

*2.2.3 The employees of a Member are obliged to observe the same duties of confidentiality and discretion applicable to the Member.*

**Exceptions :**

*The advocate is obliged to disclose his file to the client (excepting personal notes of the advocate). There is no concept of letters being privileged merely because they are exchanged between lawyers.*

*Privileged information cannot be made subject to disclosure except where disclosure is required for prosecution of certain serious crimes. A defender in prosecution may not be ordered to disclose documents even in such cases. The duty to testify and the duty to disclose documents are congruent.*

**(ix) En Suisse**

**Règles et exceptions en matière de conflit d'intérêts**

**Règles :**

*Il s'agit de l'article 12 lettre c de la Loi fédérale sur la libre circulation des avocats (Loi sur les avocats, LLCA) du 23 juin 2000 dont la teneur est la suivante :*

*"L'avocat évite tous conflits entre les intérêts de son client et ceux des personnes avec lesquelles il est en relation sur le plan professionnel ou privé."*

*Cette règle est rappelée par l'article 12 du Code suisse de déontologie dont la teneur est la suivante:*

*"L'avocat ne représente, ni conseille, ni défend, dans la même affaire, plus d'un client s'il existe un conflit ou un risque de conflit d'intérêts entre ces clients.*

*Il met fin aux mandats de tous les clients concernés, s'il surgit un conflit d'intérêts, un risque de violation du secret professionnel ou si son indépendance est menacée."*

*En complément du droit professionnel, on peut rattacher l'interdiction des conflits d'intérêts à l'obligation de fidélité et au devoir de diligence de l'avocat prévus par l'article 398 al. 2 du Code des obligations. Défendre ou conseiller deux parties aux intérêts contradictoires empêche en effet l'avocat soumis à la LLCA de respecter pleinement ses obligations de fidélité et de diligence. En cas de violation, la responsabilité contractuelle de son auteur est engagée.*

**Exceptions :**

*En matière contentieuse, il n'y a pas d'exception, l'avocat ne pouvant représenter des intérêts contradictoires.*

*En procédure gracieuse, l'avocat doit pouvoir intervenir pour deux requérants, dans la mesure où leurs intérêts se rejoignent. C'est en particulier le cas en droit matrimonial, pour l'établissement d'une convention de séparation et une procédure de divorce à l'amiable. L'avocat doit toutefois renoncer à son mandat commun dès que l'une des parties opte pour la voie contentieuse.*

*Le conseil en faveur de deux ou plusieurs parties est admis lorsque leurs intérêts sont convergents. L'avocat pourra ainsi s'atteler à la rédaction d'un contrat d'entreprise pour le maître de l'ouvrage et l'entrepreneur. En revanche, l'avocat ne doit pas accepter un mandat conjoint lorsqu'il représente ou conseille déjà l'une des deux parties dans le dossier, faute de neutralité.*

**Existence d'une notion similaire à celle de "sophisticated clients" :**

*Non*



## Règles et exceptions en matière de confidentialité

### **Règles :**

*Selon l'article 13 LLCA, l'avocat est soumis au secret professionnel pour toutes les affaires qui lui sont confiées par ses clients dans l'exercice de sa profession ; cette obligation n'est pas limitée dans le temps et est applicable à l'égard des tiers. Le fait de délier l'avocat du secret professionnel n'oblige pas celui-ci à divulguer des faits qui lui ont été confiés.*

*Quant à la confidentialité des communications entre confrères, l'article 26 du Code suisse de déontologie a la teneur suivante :*

*"Le caractère confidentiel d'une communication adressée à un confrère doit être clairement exprimé dans cette dernière.*

*Il ne peut être fait état, en procédure, de documents ou du contenu de propositions transactionnelles ou de discussions confidentielles."*

### **Exceptions :**

*Il n'y en a pas.*

## **(x) En République tchèque**

## Règles et exceptions en matière de conflit d'intérêts

### **Règles :**

*There are sections 19 and 20 (1) of the Act No. 85/1996 Coll. on the Legal Profession, as amended, which state rules on conflict of interests in the Czech Republic:*

#### *Section 19*

*(1) A lawyer shall be obliged to refuse to provide legal services if*

*a) he has provided his legal services in the same or a related case to someone else whose interests are contrary to the interests of the person requesting the provision of legal services,*

*b) a person whose interests are contrary to the person requesting legal services has been provided legal services in the same or a related case by a lawyer with whom the lawyer practices law jointly (s. 11 (1)), or, in the case of an employed lawyer, by a lawyer who is his employer, or by a lawyer who is an employee of the same employer,*

*c) he possesses information on another or earlier client which may bear unlawful benefits for the person applying for the provision of legal services,*

*d) he, or a person close to him, has participated in the proceedings<sup>8)</sup>, or*

*e) the interests of the person requesting legal services are contrary to the interests of the lawyer or a person close to the lawyer.*

*(2) Participation in the proceedings under (1) d) shall not mean the provision of legal services by the lawyer or persons under s. 2 (2)\*.*

*-----  
8) S. 116 of the Civil Code.*

*\* i.e. notaries, licensed executors, patent attorneys or tax advisors, or other persons authorized by special legislation to provide legal services, or employees of legal or natural persons, members of a cooperative or members of the armed forces who are entitled to provide legal services to persons with whom they are in an employment or service relationship or for whom they work, if the provision of legal services is a part of their duties resulting from such relationship*

#### *Section 20*

(1) A lawyer shall be obliged to withdraw from the contract to provide legal services, or to apply for the cancellation of his appointment, or to request the Bar to appoint another lawyer (s. 18 (2)), if he subsequently discovers facts stated under s. 19.

There is also section 7 paragraphes 2 and 3 of the Czech Code of Conduct<sup>3</sup> which states:

Article 7

(2) The lawyer may provide a legal service to more than one person whose interests are not contrary to the same case only with the consent of all these persons except when assigned by a court or appointed by the Bar to do so.

(3) The lawyer shall refuse to provide a legal service in the same case to more than one person also if there is a clear threat that a dispute shall arise in their interests during the settlement of the case.

#### **Exceptions :**

Exceptions to the above mentioned rule don't exist in the Czech law.

#### **Existence d'une notion similaire à celle de "sophisticated clients" :**

No, it doesn't exist.

#### **Règles et exceptions en matière de confidentialité :**

There is section 21 of the Act No. 85/1996 Coll. on the Legal Profession, as amended, which states rules on confidentiality in the Czech Republic:

Section 21

(1) A lawyer shall be obliged to preserve professional secrecy regarding any facts known to him in connection with his provision of legal services.

(2) A lawyer's duty of professional secrecy (non-disclosure) may be waived only by his client, and, after the client's death or termination of existence, his successor; should there be more than one legal successor the consent of all legal successors shall be necessary to waive the duty of professional secrecy (non-disclosure). Waiver by the client or his legal successor(s) of a lawyer's duty of professional secrecy (non-disclosure) must be in writing and must be addressed to the lawyer; it may be possible for a waiver to be made orally to be recorded in the transcript at the court hearing. A lawyer shall be obliged to observe the duty of professional secrecy (non-disclosure) even after the waiver if the circumstances appear to suggest that the waiver was made under coercion or duress.

(3) A lawyer shall not owe the duty of professional secrecy (non-disclosure) against a person he authorises to pursue individual actions within legal services if this person himself is obliged to observe the duty of professional secrecy (non-disclosure).

(4) A lawyer shall not be bound by the duty of professional secrecy (non-disclosure) to the extent necessary for proceedings before courts or other bodies if the cause is a dispute between the lawyer and his client or client's legal successor; the duty of professional secrecy (non-disclosure) shall not be binding on the lawyer in proceedings under s. 55, in proceedings against a decision of the Bar, or in proceedings concerning a cassation complaint against the judicial decision on that petition under special legislation<sup>8a)</sup>, and proceedings concerning issues under s. 55b, to the extent necessary to protect the lawyer's rights or legally protected interests.

(5) The duty of a lawyer of professional secrecy (non-disclosure) shall not be to the prejudice of his duties as a taxpayer, stipulated by special legislation on the administration of taxes and charges<sup>9)</sup>; even in such cases the lawyer shall be obliged not to disclose the nature of a case where he has provided or provides legal services.

3 The Resolution of the Board of Directors of the Czech Bar Association No. 1/1997 of the Journal of the Bar which determines the Rules of Professional Conduct and the Rules of Competition of Lawyers of the Czech Republic (Code of Conduct), as amended

(6) A lawyer may not rely on the duty of professional secrecy (non-disclosure) in disciplinary proceedings or against another lawyer designated by the Chair of the Supervisory Council to prepare investigation of whether a disciplinary breach has been committed (s. 33 (3)). A lawyer may not rely on the duty of professional secrecy (non-disclosure) when he fulfils duties under special legislation against the legalization of the proceeds of crime<sup>9a)</sup>, or against a Bar representative performing acts under subsection (10).

(7) The duty of professional secrecy (non-disclosure) shall not be to the prejudice of the statutory duty to prevent the committing of a crime<sup>10)</sup>.

(8) The duty of professional secrecy (non-disclosure) shall exist after the termination of a respective lawyer's Bar membership and striking his name off the Register of Lawyers.

(9) The duty of professional secrecy (non-disclosure), to the extent stipulated under (1) to (8), shall apply to

a) employees of a lawyer or Company, as well as other persons sharing with the lawyer or the Company the provision of legal services, and

b) members of the bodies of the Bar and their employees, and all persons participating in disciplinary proceedings, including lawyers designated by the Supervisory Council Chair to prepare investigation of whether a disciplinary breach has been committed (s. 33 (3)).

(10) Members of the bodies of the Bar, their employees, and lawyers designated by the Supervisory Council Chair to prepare investigation of whether a disciplinary breach has been committed shall not be bound by the duty of professional secrecy (non-disclosure) under (9) to the extent necessary for proceedings before courts in cases stated under (4) after the semicolon. Members of the bodies of the Bar and their employees shall not be bound by the duty of professional secrecy (non-disclosure) to the extent necessary to fulfil their duty to inform under s. 10 (2) to (4) – suspension of legal practise under the Act herein of an advocate in relation to his “homecountry body”, s. 35d – informing the competent body of a foreign state of the commencement and result of disciplinary proceeding against the lawyer, and s. 35r (1), (2) and (4) – informing the competent home-country body of disciplinary proceedings against a European lawyer.

8a) Act No. 150/2002 Sb., Rules of Administrative Justice, as amended.

9) Act No. 337/1992 Sb., on Administration of Taxes and Charges, as amended.

9a) Act No. 61/1996 Sb., on Some Measures Against the Legalization of Proceeds of Crime and to Alter and Amend Related Legislation, as amended.

10) S. 167 of Act No. 140/1961 Sb., the Criminal Act, as amended.

#### **d) Les autres règles (ABA, CBA, Japan Bar)**

##### **(i) Les règles de l'American Bar Association (ABA) sont prévues par les « Model Rules of Professional Conduct ».**

##### **Règles en matière de conflit d'intérêts prévues par les « Model Rules of Professional Conduct »**

###### **Client-Lawyer Relationship**

###### **Rule 1.7 Conflict Of Interest: Current Clients**

(a) Except as provided in paragraph (b), a lawyer shall not represent a client if the representation involves a concurrent conflict of interest. A concurrent conflict of interest exists if:

(1) the representation of one client will be directly adverse to another client; or

(2) there is a significant risk that the representation of one or more clients will be materially limited by the lawyer's responsibilities to another client, a former client or a third person or by a personal interest of the

lawyer.

*(b) Notwithstanding the existence of a concurrent conflict of interest under paragraph (a), a lawyer may represent a client if:*

*(1) the lawyer reasonably believes that the lawyer will be able to provide competent and diligent representation to each affected client;*

*(2) the representation is not prohibited by law;*

*(3) the representation does not involve the assertion of a claim by one client against another client represented by the lawyer in the same litigation or other proceeding before a tribunal; and*

*(4) each affected client gives informed consent, confirmed in writing.*

**Rule 1.8 Conflict Of Interest: Current Clients: Specific Rules**

*(a) A lawyer shall not enter into a business transaction with a client or knowingly acquire an ownership, possessory, security or other pecuniary interest adverse to a client unless:*

*(1) the transaction and terms on which the lawyer acquires the interest are fair and reasonable to the client and are fully disclosed and transmitted in writing in a manner that can be reasonably understood by the client;*

*(2) the client is advised in writing of the desirability of seeking and is given a reasonable opportunity to seek the advice of independent legal counsel on the transaction; and*

*(3) the client gives informed consent, in a writing signed by the client, to the essential terms of the transaction and the lawyer's role in the transaction, including whether the lawyer is representing the client in the transaction.*

*(b) A lawyer shall not use information relating to representation of a client to the disadvantage of the client unless the client gives informed consent, except as permitted or required by these Rules.*

*(c) A lawyer shall not solicit any substantial gift from a client, including a testamentary gift, or prepare on behalf of a client an instrument giving the lawyer or a person related to the lawyer any substantial gift unless the lawyer or other recipient of the gift is related to the client. For purposes of this paragraph, related persons include a spouse, child, grandchild, parent, grandparent or other relative or individual with whom the lawyer or the client maintains a close, familial relationship.*

*(d) Prior to the conclusion of representation of a client, a lawyer shall not make or negotiate an agreement giving the lawyer literary or media rights to a portrayal or account based in substantial part on information relating to the representation.*

*(e) A lawyer shall not provide financial assistance to a client in connection with pending or contemplated litigation, except that:*

*(1) a lawyer may advance court costs and expenses of litigation, the repayment of which may be contingent on the outcome of the matter; and*

*(2) a lawyer representing an indigent client may pay court costs and expenses of litigation on behalf of the client.*

*(f) A lawyer shall not accept compensation for representing a client from one other than the client unless:*

*(1) the client gives informed consent;*

*(2) there is no interference with the lawyer's independence of professional judgment or with the client-lawyer relationship; and*

*(3) information relating to representation of a client is protected as required by Rule 1.6.*

*(g) A lawyer who represents two or more clients shall not participate in making an aggregate settlement of the claims of or against the clients, or in a criminal case an aggregated agreement as to guilty or nolo contendere pleas, unless each client gives informed consent, in a writing signed by the client. The lawyer's disclosure shall include the existence and nature of all the claims or pleas involved and of the participation of each person in the settlement.*

*(h) A lawyer shall not:*

*(1) make an agreement prospectively limiting the lawyer's liability to a client for malpractice unless the client is*

*independently represented in making the agreement; or*

*(2) settle a claim or potential claim for such liability with an unrepresented client or former client unless that person is advised in writing of the desirability of seeking and is given a reasonable opportunity to seek the advice of independent legal counsel in connection therewith.*

*(i) A lawyer shall not acquire a proprietary interest in the cause of action or subject matter of litigation the lawyer is conducting for a client, except that the lawyer may:*

*(1) acquire a lien authorized by law to secure the lawyer's fee or expenses; and*

*(2) contract with a client for a reasonable contingent fee in a civil case.*

*(j) A lawyer shall not have sexual relations with a client unless a consensual sexual relationship existed between them when the client-lawyer relationship commenced.*

*(k) While lawyers are associated in a firm, a prohibition in the foregoing paragraphs (a) through (i) that applies to any one of them shall apply to all of them.*

#### **Rule 1.9 Duties To Former Clients**

*(a) A lawyer who has formerly represented a client in a matter shall not thereafter represent another person in the same or a substantially related matter in which that person's interests are materially adverse to the interests of the former client unless the former client gives informed consent, confirmed in writing.*

*(b) A lawyer shall not knowingly represent a person in the same or a substantially related matter in which a firm with which the lawyer formerly was associated had previously represented a client*

*(1) whose interests are materially adverse to that person; and*

*(2) about whom the lawyer had acquired information protected by Rules 1.6 and 1.9(c) that is material to the matter;*

*unless the former client gives informed consent, confirmed in writing.*

*(c) A lawyer who has formerly represented a client in a matter or whose present or former firm has formerly represented a client in a matter shall not thereafter:*

*(1) use information relating to the representation to the disadvantage of the former client except as these Rules would permit or require with respect to a client, or when the information has become generally known; or*

*(2) reveal information relating to the representation except as these Rules would permit or require with respect to a client.*

#### **Rule 1.10 Imputation Of Conflicts Of Interest: General Rule (tel que modifié par la [recommandation du 16 février 2009](#))**

*(a) While lawyers are associated in a firm, none of them shall knowingly represent a client when any one of them practicing alone would be prohibited from doing so by Rules 1.7 or 1.9, unless*

*(1) the prohibition is based upon a personal interest of the prohibited lawyer and does not present a significant risk of materially limiting the representation of the client by the remaining lawyers in the firm; or*

*(2) the prohibition is based upon Rule 1.9(a), or (b) and*

*(i) the disqualified lawyer is timely screened from any participation in the matter and is apportioned no part of the fee therefrom;*

*(ii) written notice is promptly given to any affected former client to enable the former client to ascertain compliance with the provisions of this Rule, which shall include a description of the screening procedures employed; a statement of the firm's and of the screened lawyer's compliance with these Rules; a statement that review may be available before a tribunal; and an agreement by the firm to respond promptly to any written inquiries or objections by the former client about the screening procedures; and*

*(iii) certifications of compliance with these Rules and with the screening procedures are provided to the former client by the screened lawyer and by a partner of the firm, at reasonable intervals upon the former client's written request and upon termination of the screening procedures.*

*(b) When a lawyer has terminated an association with a firm, the firm is not prohibited from thereafter*

representing a person with interests materially adverse to those of a client represented by the formerly associated lawyer and not currently represented by the firm, unless

(1) the matter is the same or substantially related to that in which the formerly associated lawyer represented the client; and

(2) any lawyer remaining in the firm has information protected by Rules 1.6 and 1.9(c) that is material to the matter.

(c) A disqualification prescribed by this rule may be waived by the affected client under the conditions stated in Rule 1.7.

(d) The disqualification of lawyers associated in a firm with former or current government lawyers is governed by Rule 1.11.

## **Règles en matière de confidentialité prévues par les « Model Rules of Professional Conduct »**

### **Client-Lawyer Relationship**

#### **Rule 1.6 Confidentiality Of Information**

(a) A lawyer shall not reveal information relating to the representation of a client unless the client gives informed consent, the disclosure is impliedly authorized in order to carry out the representation or the disclosure is permitted by paragraph (b).

(b) A lawyer may reveal information relating to the representation of a client to the extent the lawyer reasonably believes necessary:

(1) to prevent reasonably certain death or substantial bodily harm;

(2) to prevent the client from committing a crime or fraud that is reasonably certain to result in substantial injury to the financial interests or property of another and in furtherance of which the client has used or is using the lawyer's services;

(3) to prevent, mitigate or rectify substantial injury to the financial interests or property of another that is reasonably certain to result or has resulted from the client's commission of a crime or fraud in furtherance of which the client has used the lawyer's services;

(4) to secure legal advice about the lawyer's compliance with these Rules;

(5) to establish a claim or defense on behalf of the lawyer in a controversy between the lawyer and the client, to establish a defense to a criminal charge or civil claim against the lawyer based upon conduct in which the client was involved, or to respond to allegations in any proceeding concerning the lawyer's representation of the client; or

(6) to comply with other law or a court order.

- (ii) Les règles de l'Association du Barreau Canadien (ABC) sont prévues par le « Code de déontologie professionnelle de l'ABC ». Les règles relatives aux conflits d'intérêts et à la confidentialité ont été modifiées en février 2009 à la suite des travaux d'un groupe de travail de l'ABC sur les conflits d'intérêts.

**Règles en matière de conflit d'intérêts prévues par le « Code de déontologie professionnelle de l'ABC »**

**Chapitre V – Impartialité et Conflits d'intérêts entre clients (tel que modifié par l'annexe 2 adopté par le Conseil de l'Association du Barreau canadien en février 2009.)**

**RÈGLE**

1. L'avocat ne doit pas conseiller ou représenter les deux parties à un différend et, à moins d'avoir dûment averti ses clients ou clients éventuels ou actuels et d'avoir obtenu leur consentement, de préférence après qu'ils aient obtenu des conseils juridiques indépendants, il ne doit ni agir, ni continuer d'agir dans une affaire présentant un intérêt conflictuel.

2. L'avocat peut agir dans une affaire qui est opposée aux intérêts d'un client actuel si les conditions suivantes sont réunies :

- (a) l'affaire n'est pas liée à une autre affaire pour laquelle l'avocat a le mandat d'agir pour le client actuel; et  
(b) il n'existe aucun intérêt conflictuel.

**Règles en matière de confidentialité prévues par le « Code de déontologie professionnelle de l'ABC »**

**Chapitre IV – Renseignements confidentiels (tel que modifié par l'annexe 1 adopté par le Conseil de l'Association du Barreau canadien en février 2009)**

**RÈGLE**

**Conservier les renseignements à titre confidentiel**

1. L'avocat est tenu de garder le secret le plus absolu sur ce qu'il a appris des affaires et des occupations de son client au cours de leurs relations professionnelles. Il ne peut être relevé de ce devoir qu'avec l'autorisation soit expresse, soit tacite de son client, ou encore lorsque la loi ou le présent Code le prévoient.

**Exception pour raison de sécurité publique**

2. Lorsqu'un avocat a des motifs raisonnables de croire qu'il existe à l'égard d'une personne ou d'un groupe identifiable un risque imminent de mort ou de blessure corporelle grave, y compris un préjudice psychologique grave susceptible de nuire à la santé ou à l'intégrité physique de la personne ou du groupe, il doit divulguer des renseignements confidentiels dans la mesure nécessaire pour empêcher le décès ou le préjudice, mais en ne divulguant que les renseignements exigés pour ce faire.

3. L'avocat qui a des motifs raisonnables de croire qu'une situation dangereuse risque de se produire dans un local du tribunal judiciaire ou administratif doit informer la personne chargée d'assurer la sécurité des lieux et lui donner les détails de la situation en évitant de divulguer des renseignements confidentiels, sauf dans les cas prévus au paragraphe 2 de la présente règle. Dans la mesure du possible, l'avocat devrait recommander des solutions au problème anticipé, telles que:

- (a) la nécessité d'augmenter la sécurité;  
(b) la prise en délibéré du jugement; ou

(c) toute autre mesure utile dans les circonstances.

### **Divulgarion lorsque la conduite de l'avocat est en jeu**

4. La divulgation de renseignements confidentiels peut également être justifiée par la fixation ou le recouvrement d'honoraires ou pour défendre l'avocat, ses collègues ou ses employés contre toute allégation de faute professionnelle ou d'inconduite, mais seulement dans la mesure exigée pour réaliser ces objectifs.

(iii) Les règles du « Japan Federation of Bar Associations » (JFBA) sont prévues par les « Basic rules on the duties of practicing attorneys (telles qu'adoptées le 10 novembre 2004)

### **Règles en matière de conflit d'intérêts prévues par les « Basic rules on the duties of practicing attorneys » du JFBA**

#### **Chapter III. Rules in Relation to Clients**

#### **Section 2 : Rules on Matters Which May Not Be Handled**

#### **Article 27. (Matters Which May Not Be Handled)**

An attorney shall not undertake any of the following matters, except where the client of a matter described in item 3 consents to the undertaking:

- (1) A matter in which the attorney assisted the opposite party in the consultation requested, or accepted a mandate from the opposite party.
- (2) A matter in which the attorney was consulted by the opposite party and the extent and form of the consultation was considered to be based upon a fiduciary relationship.
- (3) A matter for which consultation is by a party which is the opposite party of another matter in which the attorney is engaged.
- (4) A matter which the attorney handled in the past as a public servant.
- (5) A matter in which the attorney is involved as a person who conducts arbitration, mediation, settlement or arrangement or other forms of alternative dispute resolution proceedings.

#### **Article 28. (Matters Which May Not Be Handled)**

In addition to the provisions of the preceding Article, an attorney shall not undertake any of the following matters, except where (i) the client of a matter described in items 1 or 4 consents to the undertaking, (ii) the client and the opposite party of a matter described in item 2 consent to the undertaking, or (iii) the client and the other client of a matter described in item 3 consent to the undertaking.

- (1) A matter in which the opposite party is a spouse, lineal relation, sibling or cohabiting relative.
- (2) A matter in which the opposite party is a client of the attorney in another case or the attorney has agreed to provide continuous legal advice.
- (3) A matter where the interests of the client conflict with those of another client.
- (4) A matter where the interests of the client conflict with economic interests of the attorney.

#### **Section 3 Rules on Accepting Cases**

#### **Article 32. (Possibility of Adverse Effect)**

If an attorney has more than two clients who are parties to the same matter and there is a possibility of a conflict of interests between them, the attorney shall notify each of such clients that the attorney may



*withdraw from the representation and there may be other adverse effects on their interests.*

#### **Section 4 Rules on Handling Cases**

##### **Article 42 (Measures after Start of Work)**

*If an attorney represents two or more clients in relation to a matter which may involve a potential conflict of interests between the clients and if such conflict actually emerges after work is started, the attorney shall promptly notify each of the clients about the situation and resign or take other appropriate steps according to the case.*

#### **Chapter VIII Rules on Legal Profession Corporations**

##### **Article 63 (Matters Which May Not Be Handled)**

*A staff attorney (including any former staff attorney in cases 1 and 2) shall not undertake any of the following matters, except where the client of the legal profession corporation of a matter described in item 4 consents to the undertaking:*

*(1) A matter in which his or her legal profession corporation assisted the opposite party in the consultation requested, or accepted a mandate from the opposite party, and in which he or she was involved while a staff attorney.*

*(2) A matter in which his or her legal profession corporation was consulted by the opposite party and the extent and form of the consultation was considered to be based upon a fiduciary relationship, and in which he or she was involved while a staff attorney.*

*(3) A matter in which his or her legal profession corporation is engaged by the opposite party.*

*(4) A matter for which consultation is by a party which is the opposite party of another matter in which the legal profession corporation is engaged (limited to cases in which such staff attorney himself or herself is involved).*

##### **Article 65 (Matters Which May Not Be Handled By Legal Profession Corporation)**

*A legal profession corporation shall not undertake any of the following matters, except where (i) the client of a matter described in item 3 consents to the undertaking or (ii) the number of partners unable to handle a matter described in item 5 is less than half the total number of partners of that legal profession corporation and there is a reason that the legal profession corporation can maintain impartiality of operations:*

*(1) A matter in which the legal profession corporation assisted the opposite party in the consultation requested, or accepted a mandate from the opposite party.*

*(2) A matter in which the legal profession corporation was consulted by the opposite party and the extent and form of the consultation was considered to be based upon a fiduciary relationship.*

*(3) A matter in which the legal profession corporation is consulted by the opposite party of another matter in which the legal profession corporation is engaged.*

*(4) A matter in which any staff attorney or gaikokuho-jimu-bengoshi<sup>4</sup> employed by the legal profession corporation is engaged by the opposite party.*

*(5) A matter which a staff attorney may not undertake pursuant to the provisions of Article 27, Article 28, Article 63(1) or 63(2).*

##### **Article 66 (Matters Which May Not Be Handled By Legal Profession Corporation)**

*In addition to the provisions of the preceding Article, a legal profession corporation shall not undertake any of the following matters, except where (i) the client and the opposite party of a matter described in item 1*

<sup>4</sup> Gaikokuho-Jimu-Bengoshi": "Gaiben", Registered Foreign Lawyers: <http://www.moj.go.jp/ENGLISH/information/gjb-01.html>

consent to the undertaking, (ii) the client and the other client of a matter described in item 2 consent to the undertaking, or (iii) the client of a matter described in item 3 consents to the undertaking.

(1) A matter in which the opposite party is a client of the legal profession corporation in another case or the legal profession corporation has agreed to provide continuous legal advice.

(2) A matter where the interests of the client conflict with those of another client.

(3) A matter where the interests of the client conflict with economic interests of the legal profession corporation.

**Règles en matière de confidentialité prévues par le les « Basic rules on the duties of practicing attorneys » du JFBA**

**Chapter III. Rules in Relation to Clients**

**Section 1 General Rules**

**Article 23. (Maintenance of Confidentiality)**

*An attorney shall not disclose or utilize, without due reason, confidential information of a client which is obtained in the course of his or her practice.*

**Chapter VII Rules on Joint Offices**

**Article 56 (Confidentiality)**

*A member attorney shall not divulge or use confidential information regarding the clients of other member attorneys obtained through the performance of his or her duties without justifiable cause. This also applies after the attorney is no longer a member attorney.*

**Chapter VIII Rules on Legal Profession Corporations**

**Article 62 (Confidentiality)**

*A staff attorney shall not divulge or use confidential information regarding the clients of the legal profession corporation, other staff attorneys or gaikokuho-jimu-bengoshi employed by the corporation obtained through the performance of their duties without justifiable cause. This also applies after an attorney is no longer a staff attorney.*

**e) La Charte des principes essentiels de l'avocat européen et le Code de déontologie des avocats européens**

- **La Charte des principes essentiels de l'avocat européen prévoit que les principes essentiels de l'avocat sont notamment :**

*(c) la prévention des conflits d'intérêts que ce soit entre plusieurs clients ou entre le client et lui-même ;*

- Les commentaires de ce principe indiquent que :

*Pour l'exercice irréprochable de la profession, l'avocat doit éviter les conflits d'intérêts. Par conséquent, un avocat ne peut agir pour deux clients dans la même affaire s'il y a un conflit ou un risque de conflit entre eux. De même l'avocat doit éviter d'agir pour un nouveau client s'il dispose d'informations confidentielles obtenues auprès d'un autre client, ancien ou actuel. Pareillement, un avocat ne doit pas accepter un client s'il existe un conflit d'intérêts entre eux. Si ce conflit survient au*

*cours de son intervention pour le client, l'avocat doit mettre fin à celle-ci. Ce principe est étroitement lié aux principes de confidentialité (b), d'indépendance (b) et de loyauté (e).*

- **Le Code de déontologie des avocats européens prévoit :**

### **3.2. Conflit d'intérêts**

*3.2.1. L'avocat ne doit être ni le conseil, ni le représentant ou le défenseur de plus d'un client dans une même affaire, s'il y a conflit entre les intérêts de ces clients ou un risque sérieux d'un tel conflit.*

*3.2.2. L'avocat doit s'abstenir de s'occuper des affaires de deux ou de tous les clients concernés lorsque surgit entre eux un conflit d'intérêts, lorsque le secret professionnel risque d'être violé ou lorsque son indépendance risque de ne plus être entière.*

*3.2.3. L'avocat ne peut accepter l'affaire d'un nouveau client si le secret des informations données par un ancien client risque d'être violé ou lorsque la connaissance par l'avocat des affaires de l'ancien client favoriserait le nouveau client de façon injustifiée.*

*3.2.4. Lorsque des avocats exercent la profession en groupe, les paragraphes 3.2.1 à 3.2.3 sont applicables au groupe dans son ensemble et à tous ses membres.*

### **f) La Jurisprudence de la CJCE**

Deux arrêts peuvent être cités :

- CJCE, Arrêt du 18 mai 1982, AM & S / Commission (REC. 1982, page I 1575) : confidentialité

"Cette confidentialité répond en effet à l'exigence dont l'importance est reconnue dans l'ensemble des Etats membres, que tout justiciable doit avoir la possibilité de s'adresser en toute liberté à son avocat, dont la profession même comporte la tâche de donner, de façon indépendante, des avis juridiques à tous ceux qui en ont besoin".

"Si dans certains Etats membres, la protection de la confidentialité de la correspondance entre avocats et clients se fonde principalement sur la reconnaissance de la nature même de la profession d'avocat, en tant qu'elle coopère au maintien de la légalité, dans d'autres Etats membres, cette même protection trouve sa justification dans l'exigence plus spécifique qui est d'ailleurs reconnue également dans les premiers Etats, du respect des droits de la défense".

"Il y a lieu de préciser que l'exigence relative à la position et à la qualité d'avocat indépendant, que doit revêtir le conseil dont émane la correspondance susceptible d'être protégée, procède d'une conception du rôle de l'avocat, considéré comme collaborateur de la Justice et appelé à fournir, en toute indépendance et dans l'intérêt supérieur de celle-ci, l'assistance légale dont le client a besoin. Cette protection a pour contrepartie la discipline professionnelle, imposée et contrôlée dans l'intérêt général par les institutions habilitées à cette fin. Une telle conception correspond aux traditions juridiques communes aux Etats membres et se retrouve également dans l'ordre juridique communautaire...".

- Les conclusions de l'avocat général LEGER sous l'arrêt du 19 février 2002, WOUTERS (REC. 2002, page I 1577) :

"En vue de permettre aux avocats de remplir leur mission de "service public" au sens où nous l'avons défini, les autorités étatiques leur ont attribués une série de prérogatives et d'obligations professionnelles. Parmi celles-ci, trois attributs relèvent de l'essence même de la profession d'avocat dans l'ensemble des Etats membres. Il s'agit des obligations qui ont trait à l'indépendance de l'avocat, au respect du secret professionnel et à la nécessité d'éviter les conflits d'intérêts. L'indépendance exige que l'avocat puisse exercer ses activités de conseil, d'assistance et de représentation dans l'intérêt *exclusif* de son client. Elle se manifeste à l'égard des pouvoirs publics,

des autres opérateurs et des tiers, dont il ne peut jamais subir l'influence. Elle se manifeste également à l'égard du client qui ne peut devenir l'employeur de son avocat. L'indépendance constitue une garantie essentielle pour le justiciable et le pouvoir judiciaire, de sorte que l'avocat a l'obligation de ne pas s'engager dans des affaires ou des collaborations qui risquent de la compromettre...".

"Enfin, l'avocat a – envers son client – un devoir de loyauté qui l'oblige à éviter les conflits d'intérêts. Cette obligation interdit à l'avocat de conseiller, d'assister ou de représenter des parties dont les intérêts sont opposés ou ont été opposés par le passé. En outre, l'avocat ne peut utiliser au profit d'un client des informations qui concernent ou qu'il détient d'un autre client."